

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 15/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PARC EOLIEN MSE LE CHAMP VERT VILLESELVE - EG PICARDIE**

Tour de Lille  
Boulevard de Turin  
59777 Lille

Références : IC-R/114/26-SC/SF  
Code AIOT : 0005107584

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement PARC EOLIEN MSE LE CHAMP VERT VILLESELVE - EG PICARDIE implanté ... 60640 Villeselve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contôles 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC EOLIEN MSE LE CHAMP VERT VILLESELVE - EG PICARDIE
- ... 60640 Villeselve
- Code AIOT : 0005107584

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ENGIE GREEN exploite sur le territoire des communes de Villeselve et Brouchy, le parc éolien nommé MSE LE CHAMP VERT comprenant 5 aérogénérateurs de puissance unitaire 2,05 MW, et présentant une hauteur (mat + nacelle) de 84 mètres et un diamètre de rotor de 120 m. Trois mâts sont implantés dans le département de l'Oise, et deux dans le département de la Somme. Le parc éolien a été mis en service en juin 2008. Les machines SENVION sont entretenues par la société ENGIE GREEN.

Suite à la parution du décret n° 2011-984 du 23 août 2011, les éoliennes sont intégrées à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2980). L'antériorité a été accordée dans l'Oise le 18 septembre 2012.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du parc éolien MSE LE CHAMP VERT à Villeselve montre que les aérogénérateurs sont correctement entretenus et que les installations sont en bon état de fonctionnement.

Les agents susceptibles d'intervenir sur le parc ont suivi les formations essentielles et disposent des fiches réflexes guidant l'action à conduire en cas de situation accidentelle. Les panneaux

d'affichage sont à remplacer à l'entrée des plateformes de deux aérogénérateurs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voie d'accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  L'entretien des voies d'accès et des abords de l'installation est assuré par un prestataire extérieur : Société Multi Service Environnement à Brouchy. Une commande annuelle est passée à cet effet. Quatre passages sont réalisés du mois d'octobre au mois de décembre. Le constat le jour de l'inspection est que les abords sont entretenus en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
<b>Constats :</b>  En 2020, après 10 années d'exploitation, le parc éolien MSE LE CHAMP VERT a fait l'objet d'un

suivi environnemental post-implantation et d'un suivi chiroptérologique à hauteur de nacelle, par le bureau d'études KJM. Ce suivi a révélé trois cas de mortalité de chiroptères. Un plan de bridage a alors été spontanément mis en place pour les deux éoliennes concernées (E1 et E2) en 2021, sur les recommandations du bureau d'études.

Lors du suivi de mortalité réalisé en 2021, afin de vérifier l'efficacité des mesures de bridage prises, aucune mortalité de chiroptères n'a été constatée. Le bureau d'études KJM a donc proposé de maintenir le bridage des éoliennes E1 et E2. Le rapport de suivi a été transmis à l'administration le 6 octobre 2022.

Par un arrêté inter-préfectoral portant prescriptions complémentaires du 4 novembre 2022, le parc éolien MSE LE CHAMP VERT a fait l'objet d'un bridage généralisé aux cinq éoliennes, selon des modalités plus sévères. Cet arrêté n'a pas été contesté par la société MSE LE CHAMP VERT.

Suite à une médiation intervenue dans le cadre d'un contentieux, par un arrêté inter-préfectoral portant prescriptions complémentaires du 9 septembre 2025, le parc éolien MSE LE CHAMP VERT a fait l'objet d'un bridage modifié.

Le récépissé de dépôt sur Dépotbio a été transmis.

Le prochain rapport de suivi environnemental est prévu en 2027, sur la base de reconnaissances de terrain programmées en 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Identification

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

**Constats :**

Chaque aérogénérateur est identifié par son numéro de mât, suivi du numéro de machine, affiché en caractères lisibles sur son mât. Un panneau d'affichage sur le chemin d'accès à destination des tiers, précise avec des lettres et pictogrammes positionnés sur le chemin d'accès de chaque

<p>aérogénérateur. Y figurent : les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale, l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur, la mise en garde face aux risques d'électrocution, la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p> <p>Les panneaux des aérogénérateurs 2 et 3 ont été arrachés. Une commande a été passée pour les remplacer.</p> <p>Action corrective : les panneaux d'affichage des aérogénérateurs 1 et 2 sont non opérationnels.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Procéder au remplacement des panneaux d'affichage des aérogénérateurs 2 et 3 sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La liste des personnels susceptibles de rentrer dans les installations a été remise.  Les fiches réflexes, incluant toutes les situations relatives aux risques accidentels, ont été remises.  Le logigramme d'alerte et gestion des situations d'urgence a été remis.  La procédure d'alerte de gestion des situations d'urgence a été remise.</p> <p>Le responsable de l'agence exploitation Nord a transmis une attestation indiquant que les personnels avaient reçu la formation sur les risques accidentels et étaient compétents pour exercer leurs missions.  Une copie écran du logiciel de suivi des habilitations a été remise. Le logiciel permet de gérer les dates de fin d'habilitation.  Le registre de formation comprend un recensement des exercices et accidents survenus. Aucun incident / accident n'y est recensé pour Villeselve, car il n'y en a pas eu d'après l'exploitant, et</p>

l'inspection n'en a pas non plus connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, les aérogénérateurs 1 et 2 ont été contrôlés.</p> <p>L'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les protocoles de maintenance des 2 aérogénérateurs réalisés en juillet 2025,</li> <li>- la liste des équipements de sécurité,</li> <li>- le registre de maintenance.</li> </ul> <p>Les contrôles des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales sont réalisés à une fréquence annuelle. Les protocoles de maintenance pour l'aérogénérateur n° 1 et n° 2 montrent l'absence d'anomalies. Le contrôle visuel des mats est réalisé à une fréquence annuelle. Il montre l'absence d'anomalies.</p> <p>Le protocole de maintenance trace les demandes d'intervention précédentes, à réaliser.</p> <p>Les réserves susceptibles d'interventions ultérieures sont regroupées en début de document.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b>

Par sondage, les aérogénérateurs 1 et 2 ont été contrôlés.

L'exploitant a remis, par sondage pour les aérogénérateurs n° 1 et n° 2 :

- le rapport de contrôle de pales réalisé le 13 février 2025 par la société Edwin Bodros. Ce contrôle est réalisé, au moyen d'un téléobjectif.

- le rapport d'inspection des pales d'éoliennes par drone réalisé le 9 septembre 2025, machine arrêtée.

Pour ces deux contrôles, réalisés en alternance tous les 6 mois, seuls des dommages légers ont été détectés sur plusieurs pales, ne nécessitant pas d'action si ce n'est un suivi au cours du temps.

Une carte magnétique de détection des impacts de foudre équipe chaque pale. Le contrôle des cartes est annuel et figure dans les protocoles de maintenance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les documents suivants :

- les protocoles de maintenance des 6 aérogénérateurs réalisés en 2025,
- la liste des équipements de sécurité.

Le contrôle par sondage s'est porté sur les aérogénérateurs 1 et 2.

La liste des équipements de sécurité transmis est pertinente pour détecter tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie (capteurs de détection de fumées), de perte d'intégrité d'un aérogénérateur (capteurs de vibration, arrêt d'urgence) ou d'entrée en survitesse (capteurs de survitesse). Les fonctions, fréquences et types de test sont précisées par ce document.

Les protocoles de maintenance ont fait l'objet d'un examen dans le cadre de cette inspection et n'ont pas révélé d'anomalies. Le contrôle est réalisé à une fréquence annuelle.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le registre de maintenance est un logiciel informatisé, initialement GMAO Carl Source, en transition depuis le 5 janvier 2026 vers SAP pour permettre une meilleure centralisation des données. Pour tous les contrôles réalisés dans les protocoles de maintenance, le technicien qui contrôle émet un avis (nature de l'action à réaliser) transmis au responsable de la maintenance via l'application, qui émet un ordre de travail (commande de l'action à réaliser). Ce dernier dispose d'une vue d'ensemble des actions correctives et de leur état de réalisation. Le logiciel a été visualisé pendant l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite